

terminant son exposé que le gouvernement veut avoir la peau de l'entreprise privée et des entrepreneurs. A mon avis, c'est après tous les Canadiens en général que le gouvernement en a. Il est sans parti-pris; il veut la peau de tout le monde.

Je suis fort aise de parler du bill C-57, tendant à modifier la loi sur la taxe d'accise. Cette mesure est, d'après moi, accaparée. Au cours des journées précédant la présentation de ce projet de loi, le ministre des Finances (M. MacEachen) aurait laissé savoir que si un groupe quelconque se trouve considérablement touché par cette taxe, il supprimera ce fardeau fiscal dans le budget suivant.

Ce sont là de belles paroles, mais qui au juste le ministre cherche-t-il à leurrer? Il ne réussit certainement dans mon cas ou dans celui du public canadien. Une fois que le gouvernement réussit à mettre la main sur un peu d'argent, il s'y agrippe comme si sa vie en dépendait, car il est notoire que ce gouvernement ne rend jamais rien. Le jeu du gouvernement consiste à accaparer toujours davantage. Le gouvernement n'a nulle intention de révoquer quelque mesure que ce soit qu'il présente à la Chambre.

D'après moi, la taxe de 8 p. 100 sur l'énergie est tout à fait immorale et c'est probablement là la taxe la plus néfaste jamais imposée au Canada. Non seulement elle nuit à la possibilité d'atteindre à l'autarcie pétrolière, mais elle détruit également l'économie. Ses répercussions se sont déjà fait sentir en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Ouest. Les dépenses extravagantes du gouvernement prouvent sans aucun doute que ce dernier s'amuse follement à attiser l'inflation. Voilà le problème clé qu'affronte aujourd'hui le Canada car tous les Canadiens en sont touchés dans leur vie quotidienne.

Par le biais du programme énergétique national, le gouvernement a non seulement fait une croix sur l'avenir de l'Ouest, mais il a étouffé l'esprit et dissipé les espoirs des habitants de cette région, et il a aussi complètement ruiné l'économie canadienne. Le gouvernement préfère de loin acheter des stations-service, peut-être pour la propriété immobilière sur laquelle elles se trouvent, et du pétrole du Mexique, plutôt que d'encourager la production pétrolière au Canada au moyen d'un dégrèvement fiscal suffisant. Le gouvernement est tellement avaricieux qu'il finira par épuiser ses sources d'approvisionnement, comme cela peut arriver dans le cas d'une ferme laitière mal administrée.

La taxe à la tête de puits sur la production des produits pétroliers et gaziers est une entreprise cannibalesque à l'endroit non seulement de l'industrie du pétrole, mais des producteurs et du public canadien. Au Canada, le prix de l'essence a augmenté de 60c. depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir et la totalité des revenus découlant de cette augmentation sont allés gonfler les coffres du trésor. Les Européens paient le gallon d'essence \$4.50. Bien qu'une bonne partie des recettes vont dans les coffres du gouvernement, elles servent également à payer le pétrole importé parce que les Européens n'ont pas la possibilité d'accéder à l'autonomie. Ici, au rythme où va le gouvernement actuel, d'ici deux ou trois ans, l'essence coûtera \$9 le gallon ou \$2 le litre. Mais le producteur de l'Ouest, pas plus que l'homme d'affaires canadien ne tirera aucun profit de cette hausse. Tous les fonds sont accaparés par Ottawa. Voilà le petit jeu auquel se livre le gouvernement. Il ne prévoit pas rembourser les prêts qu'il a contractés, mais dépenser davantage.

Taxe d'accise

En théorie, les gouvernements sont élus dans le but de concevoir des programmes de dépenses adaptés à leurs recettes. Le gouvernement actuel jette cette théorie aux orties; il s'en fiche complètement. Ne sachant pas à quelles recettes s'attendre, il s'imagine qu'il dépensera tout ce qu'il reçoit à l'heure actuelle, de même que tout ce qu'il recevra au cours des 20 prochaines années. Il s'empare de tout l'argent qu'il réussit à trouver. Par miracle, l'agriculteur de l'Ouest et celui de l'Ontario sont encore épargnés. Leurs prix ont monté. Qui sait si le gouvernement n'imposera pas ensuite une taxe indexée sur le blé pour achever de détruire notre économie? C'est tout ce qu'il nous reste. Nous n'avons pas d'industrie. Rien n'a été fait pour encourager le développement de l'industrie dans notre pays. Le gouvernement a complètement divisé notre pays.

● (1650)

A l'origine, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui est en voie d'être abrogé, toutes les redevances découlant de l'exploitation des ressources revenaient aux gouvernements provinciaux. Cette taxe frappe ceux-ci durement et pour de nombreuses années. Le gouvernement fédéral a le droit d'imposer toutes les taxes qu'il veut en modifiant la loi de l'impôt sur le revenu. Il pourrait procéder d'une façon logique pour percevoir des fonds.

J'ai déjà dit à la Chambre qu'il est temps d'imiter de façon créative le système fiscal d'autres pays, en établissant une industrie par exemple. Les États-Unis ont eu le même problème avec les multinationales pétrolières. Or, ils ont imposé une taxe limitée sur les super profits. En gros, cette taxe était indexée de telle sorte qu'elle diminuait chaque année. Elle représentait un faible pourcentage du prix de vente du fuel. On n'a jamais conçu un programme aussi original. On martèle la tête des citoyens à coups de massue. On ne fait preuve d'aucune logique et ce faisant, on conduit le pays à la ruine.

Les libéraux adorent aller à l'auge. C'est leur spécialité: aller à l'auge pour s'empiffrer. Si c'est cela qu'ils cherchent, je leur dirai comment s'y prendre. Il suffit de relever le prix du pétrole à 75 p. 100 du prix mondial, puis d'imposer les bénéfices fortuits. Vous verrez le pays se développer. Vous verrez croître l'infrastructure industrielle de l'Ontario. Le gouvernement fédéral réalisera plus d'argent qu'il n'a jamais rêvé. L'Ontario survivra. Ma circonscription en retirera des avantages, de même que le Québec et les provinces maritimes.

Nous nous leurrerons. Lorsqu'on aura atteint le taux de 75 p. 100 du prix mondial, le gouvernement prélèvera une telle part des recettes, qu'il ne restera plus rien au producteur. Je dis qu'il faut relever le prix dès maintenant, imposer les bénéfices fortuits et supprimer cette taxe de 8 p. 100 qui ne peut même pas être déduite des profits et pertes. L'industrie pétrolière en bénéficierait, ses derricks reviendraient au Canada, le secteur tertiaire se développerait et les gens trouveraient des emplois dans l'Ouest et en Ontario. C'est toute l'économie canadienne qui serait relancée d'un océan à l'autre. L'usine d'automobiles de Scarborough, qui est actuellement fermée environ cinq jours sur dix, pourrait recommencer à fabriquer des camions. Pourquoi ferme-t-elle? Qui dans l'Ouest a les moyens de s'acheter des camions quand l'argent ne rentre pas?

La capacité du gouvernement est absolument incroyable. Il a récemment haussé la taxe à l'exportation parce qu'il est à court d'argent et notre balance des paiements est déficitaire.